Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **7 (1949)**

Heft 4

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Les paysans de Morette

Un siècle de vie rurale dans une commune du Dauphiné[1]

Si la simplification à laquelle aboutit la statistique est indispensable à la compréhension de faits multiples et complexes, il n'en demeure pas moins que la réalité reste rebelle à tout schéma sommaire. C'est ainsi que la France, en particulier, demeure une mosaïque géographique et humaine, présente un particularisme local susceptible de déconcerter les plans économiques trop généraux. C'est en vue d'illustrer cette vérité, ainsi que pour lancer un cri d'alarme vis-à-vis de l'évolution du monde moderne qui menace les valeurs traditionnelles sur lesquelles notre civilisation a été fondée, que M. Garavel a choisi d'étudier le cas d'une petite commune du Dauphiné. Il s'agit, en fait, d'une mise en relief du « problème paysan », mieux : « du drame paysan », destinée à répondre à la question : « Doit-on laisser disparaître le paysan et avec lui une civilisation qui a fait ses preuves ? »

Le village de Morette, à proximité du fameux Vercors, traverse, en effet, une véritable crise : les gens s'en vont, les cultures évoluent. La population, de 527 habitants en 1846, a passé à 204 en 1946. Dans une première partie de son étude, à l'aide de nombreux tableaux, l'auteur envisage ainsi l'évolution de la population de la commune, constatant qu'elle a diminué de plus de moitié en un siècle. La cause essentielle en est l'émigration, qui a agi en outre d'une façon indirecte en provoquant le vieillissement de la population. Recherchant, dans une deuxième partie de son ouvrage, les causes de cette émigration, M. Garavel considère l'évolution des activités économiques dans la commune, en particulier de l'agriculture et de l'activité artisanale et commerciale. Il note ainsi que, tandis que l'artisanat a presque totalement disparu, l'activité commerciale est en progrès, par suite du progrès technique. Quant à la cause essentielle de l'abandon de l'agriculture, elle réside dans l'infériorité de la rémunération du travail du cultivateur par rapport au travail à l'usine ou à la ville.

---

[1] Joseph Garavel : « Les paysans de Morette. Un siècle de vie rurale dans une commune du Dauphiné. » (préface de J. M. Jeanneney, doyen de la Faculté de droit de Grenoble.) *Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.* Librairie Armand Colin. Paris 1948. 124 pages.

L'évolution des cultures et l'abandon de l'agriculture sont des conséquences de la révolution technique du XIXe siècle, du développement de l'industrie, renforcé par le libéralisme économique. Toutefois, l'évolution agricole et l'action des causes d'ordre économique ont été contrariées par le comportement des paysans, qui répugnent à la spécialisation plus rémunératrice et préfèrent maintenir la polyculture. C'est pourquoi il est utile de mettre en lumière la vie et la mentalité paysannes, ce que l'auteur aborde dans la troisième partie de son travail. Tandis que l'ouvrier travaille « pour gagner sa vie », remarque-t-il, le paysan « vit » en travaillant. Or, la spécialisation est radicalement opposée à cette conception de la vie paysanne. Le mode de vie et l'état d'esprit des habitants ont, certes, subi une certaine évolution depuis la guerre de 1914-18, mais il n'y a cependant pas eu de changements fondamentaux, les cultivateurs se cramponnant à la tradition paysanne. En conclusion, M. Garavel relève que le drame réside précisément en cette opposition entre la vie et la mentalité paysannes et les tendances nouvelles nées du progrès technique. La structure sociale dans laquelle la paysannerie agissait comme un « régulateur de l'industrie », tenant compte de l'homme et des conditions naturelles de l'existence, a fait place à une structure nouvelle, dans laquelle le noyau industriel et commercial absorbe la masse paysanne. « Aujourd'hui, ce n'est plus la terre qui donne le ton, c'est l'usine » ; et la structure sociale glisse « de l'hétérogène à l'homogène ». Le danger qui menace cette société est de perdre contact avec le réel, avec la nature. On ne peut s'opposer au progrès technique, mais il s'agit d'adapter la société aux techniques nouvelles ; il faut pour cela que les paysans prennent de l'influence dans la direction des affaires publiques, tout en restant de vrais paysans, et qu'ils enseignent à nouveau à l'humanité à vivre naturellement.

Ce message d'un fils de cultivateur revenu à la terre après des études de droit intéressera tout lecteur soucieux d'idées générales et préoccupé par le sort de notre civilisation « terrienne ».

M. CASPARI.

L'Etat et la prospérité sociale[1]

L'ouvrage de M. Angelopoulos, ancien professeur à l'Université d'Athènes, représente avant tout une vulgarisation des théories de Keynes et de ses disciples, faite par un partisan convaincu de la planification. L'auteur, après avoir mis en lumière, à l'aide d'une évocation des transformations du caractère de l'Etat dans le cours de l'histoire, que ce sont les conditions économiques et sociales prédominant à un moment donné qui déterminent les objectifs de l'Etat, remarque que, devant des conditions nouvelles, telles que l'apparition des grandes entreprises, des crises et du chômage, l'idéologie libérale du capitalisme perd du terrain en faveur du dirigisme. La guerre, en outre, a démontré

[1] ANGELOS ANGELOPOULOS : *L'Etat et la prospérité sociale.* Librairie générale de droit et de jurisprudence R. Pichon et R. Durand Auzias. Paris 1949. 198 pages.

que l'Etat peut assurer le plein emploi et développer les ressources naturelles du pays. Depuis lors, un ordre social nouveau est en voie de formation, en fonction duquel l'objectif de l'Etat nouveau doit être la prospérité sociale. C'est ainsi que la politique anglaise du plein emploi, inaugurée en 1944, est un pas décisif vers le but social de l'Etat. Après avoir évoqué les réalisations qui engendreront la prospérité sociale, l'auteur passe en revue les pays qui ont reconnu ces objectifs nouveaux de l'Etat : Grande-Bretagne, Australie, Canada, Suède, Etats-Unis, etc. ; il relève que la Charte des Nations Unies et l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi les ont confirmés et note la nécessité de la coopération internationale.

Abordant le problème des finances publiques, M. Angelopoulos déclare que, en vue de réaliser ces objectifs, il faut opérer une révolution dans les finances publiques, qui prennent désormais un caractère politique indéniable. Le principe directeur en sera le maximum d'utilité sociale. Le budget, pour sa part, embrassera l'ensemble de l'économie. D'autre part, en économie publique, à la différence des principes de l'économie privée : « la détermination des dépenses précède, en règle générale, la recherche des recettes ».

Envisageant la notion du revenu national, l'auteur met en relief les formes sous lesquelles on peut l'interpréter, en déduisant que l'Etat doit intervenir en vue d'augmenter et de redistribuer ce revenu.

Le problème du cycle économique et des dépressions économiques le conduit, d'autre part, à faire l'éloge de la révolution amenée en science économique par la théorie générale de l'emploi de Keynes, théorie dont il expose les grandes lignes. Le niveau de l'emploi dépend, ainsi que l'a démontré Keynes, du montant des dépenses ; en vue de remplir sa fonction nouvelle consistant à assurer le plein emploi, l'Etat doit maintenir une « dépense totale » suffisante. Il faut donc qu'il compense par son secteur des investissements publics la contraction des investissements privés. Le rôle des dépenses publiques est, par conséquent, très important, cependant que la planification est la condition primordiale de la réussite d'une telle politique. Ayant évoqué la question du financement de la « dépense totale », l'auteur considère les conditions de son maintien : « établissement d'un plan à long terme, d'un programme d'investissements publics, d'une politique monétaire influençant les investissements privés, d'une politique fiscale mobilisant l'épargne inactive et redistribuant le revenu, de mesures en vue de maintenir la consommation, d'une plus grande exportation, d'un contrôle général du budget national. Les investissements publics joueront un rôle de premier plan, ainsi que l'avait constaté Keynes.

Traitant des dépenses sociales et de l'élévation du niveau de vie, M. Angelopoulos souligne la nécessité de créer des services publics et d'effectuer des dépenses sociales. La politique de « sécurité sociale » doit comporter l'assurance sociale obligatoire, méthode de « redistribution des richesses ». Les dépenses sociales englobent également les subventions économiques destinées à stabiliser le coût de la vie. Elles doivent être accompagnées d'un contrôle des prix propre à éviter l'inflation.

Si les dépenses publiques sont le moyen le plus efficace en vue de la réalisation de la prospérité sociale, la politique fiscale y contribue. L'impôt est, en effet, un facteur de la prospérité sociale, par le fait qu'il réalise une redistribution

des ressources publiques, une mobilisation de l'épargne, tout en tenant lieu de « moteur de la productivité ». Il aura désormais une fonction « socio-politique », tendant à diminuer les inégalités et à assurer le plein emploi. Il doit, par conséquent, être progressif. Les principes directeurs de la politique fiscale seront désormais la justice sociale et l'utilité sociale maximum. Opposant à la théorie classique les principes modernes, l'auteur insiste sur le fait que la politique financière doit être régie « plutôt par des considérations sociales que financières », l'Etat devant avant tout maintenir une dépense totale suffisante.

Dans un neuvième et dernier chapitre, M. Angelopoulos entame l'examen du plan économique et du budget national, condition de la prospérité sociale. Outre que la planification est la condition première de la plus grande productivité, trois motifs l'imposent : la reconstruction, l'industrialisation des pays économiquement arriérés, le maintien du plein emploi. La réussite du plan économique exige, pour sa part, une réforme administrative, ainsi que la nationalisation des grands moyens de production, facteur d'une importance fondamentale, et la coopération internationale. Quant au « budget économique national », introduit en Grande-Bretagne, Hollande, Suède, Norvège, ainsi qu'aux Etats-Unis, il sera le guide principal de la politique économique. Terminant son étude par des considérations sur le budget « de l'Etat », l'auteur estime qu'ilfaut renoncer, en cette matière, aux anciens principes, tels que l'équilibre annuel, l'unité, l'annualité, etc.

Par suite de la clarté et de la franchise avec lesquelles est exposée la thèse socialiste, ce volume peut contribuer à fixer les idées du public cultivé.

M. CASPARI.

L'économie au service du progrès[1]

A une époque où tous les gouvernements semblent considérer le dirigisme comme un régime normal auquel il serait naturellement fâcheux de renoncer, il faut une grande foi dans les vertus du laisser-faire pour en démontrer, à la lumière des faits, les avantages incontestables sur toute économie dirigée. C'est pourtant ce que tente de faire M. Charles Meyer dans son livre *L'économie au service du progrès*. Si l'auteur admet que certaines directives générales sont nécessaires pour pousser les individus à bien exercer leur « utilitarisme », il n'en prouve pas moins, par des arguments qui ne manquent pas de pertinence, que le libre-échange est le seul régime qui soit susceptible d'apporter à l'humanité le maximum de bonheur.

Sous la forme d'une discussion entre Durand, un conservateur, Ecarlat, syndicaliste, Smith, Américain, John, Anglais, et l'auteur, sous le pseudonyme de Néon, dans un échange de vues, ce dernier aborde les principales questions économiques actuelles, complétées par des considérations nombreuses ressortissant au domaine philosophique, sociologique, démographique et même politique.

---

[1] CHARLES MEYER : *L'économie au service du progrès*. Librairie Marcel Rivière. Paris 1948. 413 pages.

Il ne saurait être question, pour un ouvrage aussi dense, d'en donner un résumé détaillé. Il nous paraît préférable d'en présenter certains chapitres, plus pour susciter l'intérêt des lecteurs que pour en donner un compte-rendu complet.

Dans le cadre des crises économiques, l'auteur estime que pour, en déterminer les causes profondes, il faut distinguer trois catégories de cycles :

1. Les cycles de longue durée ou cycles séculaires,
2. Les cycles économiques normaux (7 à 10 ans),
3. Les cycles spéculatifs de courte durée.

Après avoir fait une distinction entre les crises de surproduction et les crises de sous-production des pays peu évolués, M. Meyer insiste sur l'influence du crédit et analyse le processus de ces périodes de dépression pour conclure que, dans un régime de liberté, les crises économiques sont *nécessaires* « pour rétablir l'équilibre en pénalisant l'extravagance et l'imprévoyance ». Pour l'avenir, l'auteur prévoit deux crises, semblables à celle de 1929, entre 1948 et 1960. A son avis, le moyen le plus efficace d'en atténuer les fâcheuses conséquences réside dans une réévaluation de l'or, c'est-à-dire dans une dévaluation du dollar américain accompagnée d'un ajustement général de toutes les autres monnaies.

Enfin, pour éviter le retour des crises commerciales cycliques, l'auteur, sous le terme d'entropie économique, par analogie à la notion d'entropie utilisée en thermo-dynamique, propose de mesurer, à l'aide d'un coefficient de liquidité, la transformation des capitaux liquides en capitaux immobilisés. Ce coefficient indiquerait avec précision à quel moment il convient de freiner les investissements.

Au sujet de l'inflation, nous pouvons regretter que l'auteur n'ait pas jugé bon de donner une définition précise de ce terme au début de son étude. Il suffit, en effet, de consulter les ouvrages des économistes qui ont examiné ce problème pour se rendre compte que chacun d'eux a une conception bien particulière du phénomène.

M. Meyer mentionne trois formes d'inflation :

l'inflation commerciale (due aux crédits privés) ;

l'inflation provoquée par un accroissement rapide de la production de l'or ;

l'inflation étatique causée par l'accroissement de la circulation fiduciaire et de l'endettement de l'Etat.

Cette distinction établie, l'on peut ensuite passer à l'examen d'un certain nombre de remèdes susceptibles de prévenir ou d'enrayer tout excès de moyens de paiement.

Quant à la déflation, elle est considérée comme « une erreur des gouvernements sages ». Si elle s'avère techniquement réalisable, elle rencontre une telle hostilité dans son application qu'elle aboutit fatalement à un échec.

Dans le cadre monétaire, M. Meyer généralise la loi de Gresham en ces termes : « Lorsqu'on institue le cours forcé, la mauvaise monnaie chasse de la circulation toutes les valeurs réelles. »

Nous ne saurions passer sous silence une étude fort poussée du problème des salaires, leur détermination dans le cadre d'une économie libérale et dirigée et leur appréciation en fonction du coût de la vie ; le tout solidement étayé par des statistiques de nombreux pays.

Bien que convaincu des avantages du libéralisme, l'auteur n'en suggère pas moins la suppression de l'héritage afin de donner à chacun des chances à peu près égales de succès. L'inégalité est nécessaire pour pousser les individus à améliorer leur situation ; il ne s'agit donc pas de la supprimer mais de la justifier par le mérite et les services rendus. Il est immoral de voir certains riches incapables occuper des places en vue ou vivre paresseusement d'une fortune à l'accumulation de laquelle ils n'ont nullement contribué. Remarquons cependant qu'une telle mesure ne manquerait pas de porter un coup mortel à l'initiative privée puisque l'intérêt personnel pousse l'individu à travailler non seulement pour satisfaire ses propres besoins, mais surtout pour assurer à sa famille et à ses descendants une existence aussi facile que possible.

Dans « Mirages sahariens », nous apercevons les fabuleuses possibilités que serait susceptible d'offrir le capital privé s'il pouvait retrouver, de par le monde, sa mobilité et sa sécurité.

La fin de l'ouvrage est consacrée à l'étude de certains problèmes particuliers à l'Amérique, à l'Angleterre, à l'Irlande et aux régions asiatiques.

A une époque où les questions économiques prennent une importance toujours plus grande, cette étude contribuera à faire mieux sentir, aux spécialistes comme au public cultivé, la gravité des problèmes actuels et l'attention qu'il faut porter aux solutions que l'on propose pour les résoudre.

A. BARRAUD.

Living in the City[1]

Cet ouvrage présente sous une forme claire et simple les principaux problèmes liés à l'existence urbaine, en l'occurence aux Etats-Unis, tels que celui des transports, de l'approvisionnement, du logement, des services publics, du commerce et des affaires, de l'instruction, des divertissements, de l'administration municipale, ainsi que de la planification. Pour le lecteur européen, il présentera essentiellement l'intérêt de mettre en relief la structure sociale américaine et les graves préoccupations nées du surpeuplement des grandes cités. Il contient, d'autre part, nombre de renseignements intéressants concernant soit le développement prodigieux des grandes métropoles, les facteurs l'ayant favorisé, les chemins de fer, le coût de la vie, le marché du logement, soit encore le coût de certains services publics, ou les différents systèmes d'administration municipale, le tout illustré de photographies et complété par de nombreux tableaux statistiques. Nous apprenons ainsi que la superficie des lignes ferroviaires américaines représente plus d'un tiers de celle du monde, que la plus grande industrie de la nation se trouve être le téléphone et télégraphe, que

[1] A. ELWOOD ADAMS et EDWARD EVERETT WALKER : *Living in the city*. McGraw-Hill Publishing Co. Ltd. Aldwych House. London 1949. 200 pages.

dans le pays du progrès un tiers des familles est improprement logé, etc. Traitant de la croissance des cités d'outre-Atlantique, les auteurs relèvent que, quoique celle-ci se soit nettement ralentie, la civilisation des Etats-Unis n'en est pas moins destinée, désormais, à être une civilisation urbaine. La situation géographique, l'industrie locale et le commerce de détail d'une part, la mécanisation de l'agriculture, entraînant les migrations intérieures, auxquelles se joignit l'immigration, d'autre part, sont les principaux facteurs qui ont favorisé le développement des grandes métropoles.

Considérant, dans un deuxième chapitre, le problème des transports, l'ouvrage envisage le cas de villes telles que New-York, port naturel, Los Angeles, port artificiel, indiquant en outre l'importance du commerce des principaux ports océaniques. Les centres ferroviaires, aériens, routes et autres moyens de communication sont successivement évoqués. Un troisième chapitre aborde la question de l'approvisionnement en eau et en produits alimentaires. A ce propos, les auteurs mentionnent les mesures prises en vue de la protection et de l'inspection des aliments, de la purification des eaux. Le problème du logement fait l'objet d'un quatrième chapitre, une tâche considérable restant à faire en ce domaine au cours des dix prochaines années, soit la construction de plus d'un million d'habitations annuellement. Le cas des « slums » est spécialement mis en lumière ; à Chicago, 100 000 logements ont été déclarés impropres à l'habitation, cependant qu'à New-York plus d'un demi-million de familles sont condamnées à des logements malsains. Les remèdes à ces plaies comprennent l'établissement de zones, de codes de contrôle des habitations, la construction de vastes quartiers modèles, tels le Knickerbocker Village de l'East Side de New-York, ceci avec l'aide de l'Etat. Il est prévu actuellement la construction de 12 millions d'habitations d'ici à 1950, la moitié étant destinées aux familles à revenus modestes.

Un cinquième chapitre envisage le rôle des services publics, soit le service de l'hygiène, la police, le contrôle du trafic, le service de l'eau, du gaz et de l'électricité. L'organisation des affaires et du commerce forme le thème suivant, à savoir le fonctionnement des grands magasins, des industries, du commerce, des hôtels, des journaux, des stations de radio, banques, ainsi que le rôle des syndicats et la nomenclature des plus importants de ceux-ci. Dans un chapitre consacré aux établissements d'éducation, les auteurs mentionnent le système des public schools, qui ont à charge l'instruction de 30 millions de jeunes gens par an, ainsi que les établissements privés, puis les églises, bibliothèques, etc.

La question des divertissements, en particulier des programmes de divertissements publics financés par les municipalités, les comtés, l'Etat, est l'objet d'une attention spéciale. Elle est suivie d'un examen de l'organisation municipale et de ses différents types aux Etats-Unis, ainsi que des tribunaux de police, du corps de police, etc. Et les auteurs de noter à ce propos la corruption ayant existé il y a quelque vingt ans au sein des municipalités américaines.

Dans un dixième et dernier chapitre, enfin, entre en considération l'étude de la planification nécessaire des cités de l'avenir. Les différents point résolus par la plupart des plans sont énumérés, et un paragraphe relève les plans établis dans le passé, concernant Philadelphie, Washinton, New-York. L'ouvrage

note qu'en 1917 fut fondé The American City Planning Institute, cependant qu'une Chambre nationale de la Planification était instituée en 1933. D'autre part, San Francisco, Philadelphie, Chicago, New-York et 296 autres cités des Etats-Unis possèdent depuis 1942 des commissions de planification. A ces plans locaux, comprenant la construction de cités modèles, telles les « Garden-cities », s'ajoutent les plans dits « régionaux » ou « métropolitains », tels ceux établis pour Boston et ses environs, Chicago, New-York, etc. Enfin des bureaux fédéraux ont préparé des programmes en vue du développement de certaines régions, tel le plan prévoyant la construction d'un barrage dans la Tennessee River Valley, qui s'étend sur sept Etats.

Au cours d'un bref aperçu de ce que doivent être les cités de l'avenir, les auteurs terminent sur une note fort optimiste, affirmant leur foi en le confort de demain. L'ouvrage est complété par une bibliographie, ainsi que par une liste de films et des tableaux statistiques donnant le chiffre de la population d'une centaine de villes des Etats-Unis.

Ce manuel élémentaire d'urbanisme, imprégné de l'esprit pratique et du sens de l'organisation américains, a le mérite d'être vivant et, nous dirons même, dynamique.

M. CASPARI.

Nations Unies : Rapport annuel du secrétaire général sur l'activité de l'Organisation [1]

Ce rapport passe en revue l'œuvre accomplie au cours de l'année dans les domaines suivants : questions politiques et de sécurité ; désarmement ; questions économiques et sociales ; questions d'ordre constitutionnel et juridique ; territoires sous tutelle et territoires non autonomes, etc. Il envisage successivement les événements de Palestine, d'Indonésie, du Cachemire, le blocus de Berlin, le sort des colonies italiennes, la question d'Espagne, les procès des hauts dignitaires ecclésiastiques en Hongrie et en Belgique, la situation dans les Balkans. La proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme y est particulièrement mise en relief, ainsi que l'assistance aux réfugiés et la publication du Rapport économique mondial pour 1948. Le rôle de l'organisation a été particulièrement important en matière d'assistance technique ; il convient également de compter à son actif les études économiques régionales sur l'Europe, l'Asie et l'Extrême-Orient, ainsi que l'Amérique latine. Si les Nations Unies, déclare M. Trygve Lie, dans son introduction, n'ont pas pu résoudre les divergences entre les grandes puissances, le conflit a du moins été maintenu dans des limites pacifiques, cependant que l'organisation développait la coopération internationale dans presque tous les domaines de l'activité humaine.

Un utile panorama, complété par des suggestions du secrétaire général en vue de renforcer les Nations Unies.

[1] Organisation des Nations Unies : *Rapport annuel du secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.* 1er juillet 1948-30 juin 1949. (Assemblée générale. Documents officiels : Quatrième session, supplément no 1.) Lake Success, New-York, août 1949. 168 pages.

Nations Unies : Répertoire des travaux d'ordre économique et social [1]

Ce répertoire passe en revue l'activité des organismes suivants :

Cabinet du secrétaire général. Département des questions économiques. Division de la stabilité et du développement économiques. Bureau de statistique. Division des transports et des communications. Division des finances publiques. Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe. Secrétariat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient. Secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine. Département des questions sociales. Division des droits de l'homme. Division des stupéfiants. Division de la population. Division des activités sociales. Secrétariat du Conseil économique et social. Département juridique. Département de la tutelle et des renseignements provenant des territoires non autonomes. Fonds international de secours à l'enfance. Aide des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine.

Une deuxième partie est consacrée aux travaux effectués par les différentes institutions spécialisées :

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce. Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Fonds monétaire international. Organisation de l'aviation civile internationale. Union internationale des télécommunications. Union postale universelle. Organisation internationale du travail. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Organisation mondiale de la santé. Organisation internationale pour les réfugiés.

Die Saisonschwankungen im Schweizerischen Fremdenverkehr [2]

Il est presque superflu de relever l'importance de l'hôtellerie dans l'économie suisse et le rôle que joue le tourisme en tant qu'élément actif de la balance générale des comptes. Sans doute s'agit-il d'une industrie que l'on peut considérer comme une industrie de luxe ; en conséquence, elle est constamment sujette aux fluctuations de l'économie mondiale et souffre particulièrement des conflits politiques et militaires qui, depuis 1914, ont transformé les économies nationales et appauvri cette classe de la population qui était considérée comme la meilleure clientèle du tourisme suisse. En effet, l'appauvrissement de la bourgeoisie de la plupart des pays d'Europe a été douloureusement ressenti par notre hôtellerie puisque c'est dans cette classe qu'elle rencontrait sa clientèle la plus fidèle et la plus intéressante. Le tourisme joue également

---

[1] Organisation des Nations Unies : *Répertoire des travaux d'ordre économique et social.* Lake Success, New-York, mars 1949. 261 pages.

[2] Dr Otto Ludwig Römer : « Die Saisonschwankungen im Schweizerischen Fremdenverkehr » Publié dans la collection des *Beiträge zur Verkehrswissenschaft.* Editions Stämpfli & Cie, Berne 1947. 140 pages.

un rôle essentiel dans notre économie par suite des capitaux considérables qui ont été investis dans ce secteur, pas toujours à bon escient. Voilà une des raisons majeures qui nous engagent à suivre de près les fluctuations saisonnières du tourisme, dont dépend non seulement l'existence de la population directement intéressée dans l'hôtellerie, soit parce qu'elle y travaille, soit parce qu'elle y a investi ses économies, mais aussi de tous ceux qui, indirectement, participent à cette activité et profitent des dépenses faites par nos hôtes.

C'est dans le cadre des études entreprises par l'Institut de recherches du tourisme, rattaché à l'Université de Berne, que M. Otto Ludwig Römer a publié une étude très documentée sur les « Variations saisonnières du tourisme suisse ». Son ouvrage comprend deux parties ; dans la première, il analyse le problème sous l'angle théorique et se propose de déterminer systématiquement les causes des variations saisonnières.

Dans une deuxième partie, l'auteur examine les conséquences pratiques des variations saisonnières du tourisme. Il y a lieu de distinguer le trafic touristique suivant les cantons, et même suivant les villes. Il peut dépendre aussi des intentions des hôtes ; ceux-ci peuvent rechercher la guérison et se dirigeront naturellement vers les stations climatériques ; d'autres, au contraire, cherchent le repos ou les distractions que peut offrir la vie à l'hôtel. Une deuxième distinction peut être faite ; elle discrimine les hôtes suisses et les hôtes étrangers. L'auteur a plutôt limité son étude aux villes zurichoises et au canton des Grisons ; il est vrai que ce dernier occupe le premier rang dans le tourisme suisse et que les observations relatives aux Grisons peuvent être généralisées ; elles sont à peu près les mêmes que celles constatées dans les autres parties de la Suisse. Nous relevions au début l'importance du tourisme sur le marché du travail ; M. Römer s'étend sur ce problème et, soit par des tableaux statistiques, soit par des schémas, illustre avec beaucoup de clarté l'influence du tourisme sur l'économie nationale. Parmi les secteurs qui sont le plus directement intéressés au tourisme, il y a lieu de citer le commerce des classes moyennes et l'artisanat, lesquels tirent une partie de leurs revenus, et parfois même le principal de ceux-ci, de la présence de touristes suisses et étrangers dans les cités où ils exercent leur profession. Enfin l'auteur pousse son analyse jusqu'à relever l'influence du tourisme sur la circulation monétaire.

Dans ses conclusions, M. Römer relève que l'hôtellerie, outre le fait qu'elle représente une valeur de placement de 2,1 milliards de francs, a produit, par exemple, en 1937, des recettes s'élevant à 237 millions, dont une importante partie a été inscrite à l'actif de la balance des paiements. Il est vrai qu'en revanche elle est fortement désavantagée par suite de son fonctionnement saisonnier, qui rend plus pesants les frais généraux fixes. Il convient donc de se demander s'il ne serait pas possible de parer à cet inconvénient. La seule mesure à prendre pour atténuer les conséquences des variations saisonnières est de chercher à diminuer leur action par une campagne publicitaire en vue d'influencer la demande touristique — c'est le rôle de l'O. S. T. — par une répartition du courant touristique étendue sur plusieurs mois, en vue d'atteindre à une utilisation maximale de la capacité saisonnière. Pour accroître encore le nombre d'hôtes dans nos stations, il importe aussi d'attirer les touristes à revenus faibles, ce qui peut être obtenu d'une part par une politique

économique tendant à augmenter les petits et moyens revenus, d'autre part par des mesures rendant indispensable un séjour de vacances, séjour par ailleurs rendu aussi économique que possible. L'auteur termine son étude en citant quelques moyens pratiques tendant à répartir le flot touristique, tels qu'un déplacement des vacances scolaires, et surtout collectives.

L'exposé de M. Römer est complété par de nombreuses données statistiques qui portent jusqu'en 1946. C'est dire que les chiffres avancés sont récents et que ses conclusions sont d'actualité.

J. GOLAY.

Nous avons reçu les ouvrages suivants sur lesquels nous nous réservons de revenir dans un de nos prochains numéros :

Dr HANS AMMANN : *Die Frage der Bevorzugung der Konsumenten-Genossenschaften in der Besteuerung.* A. Francke AG. Verlag. Berne 1948. 98 pages.

ARDANT G. : *Problèmes financiers contemporains.* Librairie Hatier. Paris 1949. 296 pages.

Dr ERNESTO PIETRO BILLETER : *Über die Messung der Einkommens-Konzentration.* A. Francke AG. Verlag. Berne 1949. 118 pages.

DAVIN LOUIS E. : *Les finances de 1939 à 1945 : l'Allemagne.* Collection d'histoire financière. Librairie de Médicis. Paris 1949. 368 pages.

DESSUS GABRIEL, GEORGE PIERRE, WEULERSSE JACQUES : *Matériaux pour une géographie volontaire de l'industrie française.* Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques. Librairie Armand Colin. Paris 1949. 178 pages.

Dr ADALBERT FREY : *Gewerbeverband und Gewerbepolitik im Kanton Basel-Stadt seit 1918.* A. Francke AG. Verlag. Berne 1949. 212 pages.

GOETZ-GIREY ROBERT : *La pensée syndicale française. Militants et théoriciens.* Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques. Librairie Armand Colin. Paris 1948. 166 pages.

HAZLITT HENRY : *L'économie politique en une leçon.* Editions SPID. 1949. 351 pages.

LEHMANN SYLVIA : *Grundzüge der Schweizerischen Auswanderungspolitik.* Beiträge zur Praktischen Nationalökonomie. Verlag A. Francke AG. Berne 1949. 156 pages.

Dr XAVER LEUTENEGGER : *Betriebswirtschaftliche und steuerliche Bewertung industrieller Liegenschaften.* A. Francke AG. Verlag. Berne 1949. 115 pages.

MARCHAND JEAN-PIERRE : *Konsolidierte Bilanz und Betriebsabrechnung der Holding.* Unternehmung und Betrieb. Verlag Paul Haupt. Berne 1949. 130 pages.

Dr H. R. MEYER : *Die Finanzierung von Verkehrsbauten.* Verlag Paul Haupt. Berne 1949. 77 pages.

Producteurs : *Pour les sièges et succursales. Pour les magasins de gros et de détail : Primes de productivité commerciale.* Publication de l'Institut technique des salaires. Paris 1949. 53 pages.

Publication des Nations Unies : *Annuaire des droits de l'homme pour 1947.*

Publication des Nations Unies : *Répertoire des travaux d'ordre économique et social.*

TAPPAN PAUL W. : *Juvenile delinquency.* Mc Graw-Hill Book Company, Inc. London 1949. 579 pages.

VAUDAIRE JEAN-P. : *Bases et profils de la société de demain. Essai de logique pure.* Editions du Griffon. Neuchâtel 1949. 233 pages.

Dr KURT WALDNER : *Die Schlichtung von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten in der Schweiz.* A. Francke AG. Verlag. Berne 1949. 209 pages.